

France, n° 710. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour limiter les maisons de prostitution et les faire déplacer en dehors des quartiers populeux et à une distance d'un minimum de cinq cents mètres des écoles, des mosquées, des églises en Algérie, n° 711. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi sur la taxe d'apprentissage du 13 juillet 1925, n° 724.

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [3 juillet 1946] (A., p. 2623). — Est nommé membre de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Discussion générale, intervention de M. Demusois* [23 août 1946] (p. 3275). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [1^{er} octobre 1946] (p. 4345). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 21 : *Dispositions spéciales à l'Algérie : Amendement de M. Abbas* [4 octobre 1946] (p. 4349).

FÉLIX (M. le Colonel), Chombard de Lauwe dit], Député du département de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2331). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

Dépôt :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à rétablir et à modifier les articles 417 à 440 du Code des douanes concernant le droit intérieur de consommation sur le sel, supprimés par la loi du 31 décembre 1945, n° 237.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question sur les examens du baccalauréat [23 juillet 1946] (A., p. 2763). — Demande à interpellier : sur les intentions du Gouvernement en face de la situation actuelle de la presse et sur les problèmes urgents que pose la création de la Société nationale des entreprises de presse [23 juillet 1946] (p. 2778) ; est entendu lors de la fixation de la date de cette interpellation [26 juillet 1946] (p. 2820) ; — sur les troubles extrêmement graves qui se sont produits à Nantes le 21 août au soir et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre [23 août 1946] (p. 3306) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 août 1946] (p. 3413), [3 septembre 1946] (p. 3455). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 9 : *Son amendement* [25 septembre 1946] (p. 4035), [26 septembre 1946] (p. 4107) ; INFORMATION, en qualité de *Président de la Commission* de la presse, de la radio et du cinéma : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4461).

FÉLIX-TCHICAYA, voy. TCHICAYA (Félix).

FERRACCI (M. Jean), Député du territoire de Guinée (Collège des citoyens).

Son élection est validée [19 juillet 1946] (A., p. 2730). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554). — de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la répression (p. 2555). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

Dépôt :

Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux indigènes coloniaux anciens combattants, l'égalité des droits à pensions prévus par la loi

du 31 mars 1919 en faveur des militaires métropolitains victimes de la guerre et lorsqu'il y a polygamie, à réserver à l'épouse la plus ancienne le droit à pension de réversion, n° 374.

Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE : *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., p. 3821); — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : DISPOSITIONS RELATIVES AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Guinée française* : *Son amendement* [4 octobre 1946] (p. 4556).

FIGUÈRES (M. Léopold), Député du département des Pyrénées-Orientales.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de certaines calamités agricoles, n° 256. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles fermant la frontière franco-espagnole, n° 265. — Le 18 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Rarel et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les réquisitions, la vente et la transformation en appartements d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, n° 854. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi portant statut provisoire des centres d'apprentissage, n° 1125. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer à 23 ans l'âge de l'éligibilité aux Assemblées ou collèges électoraux élus au suffrage universel direct, n° 1128. — Le 3 octobre 1946, une proposition de loi tendant à abaisser la majorité civile et politique à 20 ans, n° 1205.

Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Son amendement à l'article premier* [25 septembre 1946] (A., p. 4032); Art. 117 : *Calamités agricoles* (p. 4051); Art. 168 : *Son amendement concernant les salariés de la frontière espagnole* [26 septembre 1946] (p. 4100); Art. 4 *quater* nouveau : *Ses observations* (p. 4108); — des propositions de la conférence des Présidents [1^{er} octobre 1946] (p. 4341). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 5 octobre 1946 [5 octobre 1946] (p. 4716).

FINET (M. Maurice), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Dépôts :

Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Devèze tendant à inviter le Gouvernement à organiser une saison nationale annuelle des Arts à Versailles, n° 804. — Le 13 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi inscrivant l'Ecole centrale des Arts et Manufactures au nombre des écoles nationales d'enseignement technique, n° 805. — Le 23 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les articles 153 A à G du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 1062. — Le 30 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de